

ARRETE N° 2024 - 093**MAIRIE
CHILLY-MAZARIN****OPPOSITION A DÉCLARATION PREALABLE
PRONONCEE PAR LA MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 20/03/2024 Complétée le 09/04/2024		N° DP0911612410019
Par :	SAS FREE MOBILE	Surface de plancher créée : 0 m ²
Demeurant à :	16 Rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS	
Représenté par :	Monsieur THOMAS Nicolas	
Pour :	Installation d'un pylône et d'un modules radio	Destination : Service
Sur un terrain sis :	115 Route de Massy 91380 CHILLY-MAZARIN	

La Maire :

VU la déclaration préalable susvisée,

VU l'avis de dépôt de la demande affiché en mairie en date du 20/03/2024,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 avril 2011, exécutoire le 6 mai 2011, modifié le 28 juin 2011 et révisé le 24 septembre 2012,

VU la révision générale du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 septembre 2018, exécutoire le 8 décembre 2018, modifiée par délibération du conseil municipal en date du 14 mai 2019 suite aux évolutions demandées par le préfet de département, exécutoire le 16 juin 2019,

VU la révision générale du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du conseil municipal en date du 29 janvier 2024, exécutoire le 9 mars 2024,

VU la délibération du Conseil Municipal du 19 septembre 2011, relative à la fixation du taux et des exonérations en matière de taxe d'aménagement,

VU la délibération du conseil municipal n° D070110-13, dénommée « Réforme des autorisations d'urbanisme – Permis de démolir et édification de clôtures : modalités », en date du 1^{er} octobre 2007,

VU l'arrêté n°147-20 du 4 juin 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eddy POLICE, Conseiller Municipal délégué à l'Urbanisme réglementaire,

CONSIDERANT l'avis défavorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 02/05/2024,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est fait opposition à la déclaration préalable déposée par la **SAS FREE MOBILE** représentée par **Monsieur THOMAS Nicolas** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Le refus est pris conformément à l'avis défavorable de la direction générale de l'aviation civile

ARTICLE 3 : La décision est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

CHILLY-MAZARIN, le 02/05/2024

Le Conseiller Municipal délégué à
l'Urbanisme réglementaire
Eddy POLICE



INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R.600-2 du code de l'urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.

Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).